

ES DU P.C. SOVIÉTIQUE
ite avec prudente
U.R.S.S.

L'U.R.S.S. à la veille du XXVI^e congrès

(Suite de la première page.)
Pourtant les données de la vie politique intérieure de l'U.R.S.S. se sont sensiblement modifiées pendant cette période. Comptant avec l'âge, l'usage du pouvoir, l'importance des tâches à accomplir, qui exige quelque imagination, tous les observateurs s'accordent à penser, après le vingt-troisième congrès, que les échéances concernant une succession inévitable étaient fixées au congrès suivant. Cette opinion avait été confortée au fil des années par l'aggravation de l'état de santé de M. Brejnev. Paradoxalement, le chef de l'Etat et du parti soviétique rembarqué néanmoins son pouvoir, cumulant les charges, croisant sous les bombes.
Soucieux de respecter la « légalité soviétique » et les « normes leninistes » dans la vie du parti, il quitta se flattait d'avoir réan-

né en 1964, les dirigeants soviétiques préparant-ils une succession « en douceur » pour le vingt-troisième congrès ? C'était oublier que dans l'histoire de l'U.R.S.S. il n'y a jamais eu de transmission « naturelle » du pouvoir et que les changements au sommet ont toujours été le résultat d'un rapport de force entre les individus ou des conditions plus ou moins éphémères. Dans cette lutte pour la succession, le congrès du parti ne joue pas un rôle décisif. Le vingt-troisième congrès de 1966, par exemple, n'est remarquable que par l'absence de M. Podgorny, un des membres de la « troïka » qui avait renversé Khrushchev en 1959, ait en lieu après le vingt-troisième congrès, où l'on avait pas perdu d'un centime des fonctions de secrétaire général du parti et de chef de l'Etat, et très peu de la nouvelle Constitution.

Le « clan des brejneviens »
Kossyguine. Or s'il est compréhensible que le nouveau chef du gouvernement, M. Tikhonov, ait cherché à s'entourer d'hommes de confiance, il n'est pas moins remarquable qu'il n'ait pas d'entre eux aient des liens historiques, professionnels ou simplement géographiques avec M. Brejnev.
Le « clan des brejneviens » s'est ainsi fortement consolidé dans le bureau politique et à la direction du conseil des ministres. Appelé aussi « groupe de Dnepropetrovsk », parce qu'il s'est formé alors que M. Brejnev était premier secrétaire de cette région, il a placé deux de ses membres au bureau politique, M. Tikhonov, en 1976, et M. Tikhonov, en 1979, après des passages extrêmement brèves sur le banc des suppléants. Le nouveau premier vice-président du conseil des ministres, M. Arbatov, ainsi que deux ministres récemment nommés, MM. Kossyguine (agriculture) et Pétouchkov (industrie lourde) appartiennent aussi à ce groupe, alors qu'un poste de vice-premier ministre a été attribué au premier secrétaire de la région où M. Brejnev a jadis assumé des fonctions dirigeantes.

Du dixième au onzième plan
Le chef de l'Etat et du parti soviétique s'entourent-ils d'hommes à lui pour assurer son pouvoir ? Or ses protégés se trouvent-ils de lui, de sa présence au sommet de la hiérarchie, de son autorité pour occuper des places stratégiques, pour lier à leur tour des réseaux d'amis et de clients qui se mettront en bonne position, le jour venu, dans la lutte pour le pouvoir ? Les deux hypothèses s'ex-

cluent d'autant moins que d'autres focalités peuvent se créer autour d'autres hommes qui, elle sont trop vives pour revendiquer le pouvoir pour eux-mêmes, pour espérer le transmettre à des dauphins. Ainsi la relève se met-elle discrètement en place, sans que la succession du chef soit ouverte.
Pour quelle politique ? Face aux énormes difficultés éco-

nomiques auxquelles se heurte l'U.R.S.S., les réponses se valent pas beaucoup. Le onzième plan quinquennal qui commence cette année doit « poursuivre et parfaire la tâche prioritaire du dixième plan » consistant à accélérer le passage à un développement industriel fondé sur une réorientation de l'appareil industriel, la qualité du travail, la hausse de la production, l'intégration dans les processus productifs des découvertes scientifiques. Les résultats des cinq dernières années ne sont pas très encourageants. La baisse continue du rythme de la croissance économique en est la manifestation la plus spectaculaire, mais pas nécessairement la plus significative. Les responsables soviétiques ont renoncé aux indices triomphants qui devaient, même avant la crise de l'économie occidentale, les placer devant les pays capitalistes, pour se contenter de chiffres plus modestes, mais sans doute plus proches de la réalité. C'est ainsi que, pour le onzième plan, la croissance annuelle moyenne de l'U.R.S.S. est fixée entre 3,5 % et 3,8 %.

Travailler plus et mieux
Pour encourager les salariés à « travailler plus et mieux », selon un slogan rebattu, les autorités soviétiques tentent sur les salaires, les primes et les sanctions. Cependant, leur efficacité est limitée par la pénurie de biens de consommation et la pléthore de roubles inutilisables. La priorité accordée au principe au secteur B (biens de consommation) dans le onzième plan à donner une fonction autonome économique que sociale. Ce n'est pas seulement parce qu'ils pourraient craindre la contagion des événements polonais que les dirigeants de Moscou ont rompu, dans les mois tout au moins, avec la loi de la priorité à l'industrie lourde. C'est aussi parce que l'économie se trouve dans une impasse.

Cette nouvelle priorité est moins évidente dans les chiffres. Le secteur B devrait contribuer plus vite que le secteur A, d'un point de vue du produit brut, à la production industrielle globale contre 74 % à l'industrie lourde, qui fabrique également des biens de consommation durables. M. Brejnev a suggéré récemment de certaines entreprises et certains spécialistes travaillant pour le défense nationale se consacrent au service des industries mécaniques civiles, mais cette orientation n'a pas rencontré beaucoup d'écho.

Pour sortir l'agriculture du marasme où elle s'enfoncé depuis des décennies, les autorités ont adopté des mesures de libéralisation pour les exploitations collectives comme pour les petites individuelles : elles souhaitent aussi créer un vaste complexe agro-industriel pour tirer, d'une grande partie de la production agricole 20 fois plus de produits. Mais, pour l'instant, elles ne sont guère allées au-delà des déclarations d'intention.
Enfin, le onzième quinquennat devrait être celui d'une réforme

EUROPE

80, avenue de Villiers
CHANGEMENT DE DIRECTION
PRIMFLEUR
La plus grande exposition-vente de Paris
Pour la réouverture après travaux
15% de réduction
sur plantes vertes, fleuries, fleurs coupées, compositions et accessoires.
— Jusqu'au 28 Février —
Ouvert tous les jours de 8 h à 20 h
Tél. 227.13.06 - 622.10.59 - 267.12.67
126, avenue de Wagram

HOMMAGE A ANDREI AMALRIK



Né le 12 mars 1938 à Moscou.
Mort le 12 novembre 1980 d'un accident sur la route de Madrid où il allait jeter une note discordante dans la diplomatie des Droits de l'Homme.
Vivant par ses trois livres, dont le dernier, « Journal d'un provocateur », paru aux Editions du Seuil un mois après sa mort, raconte les tribulations d'un écrivain dissident, déporté puis exilé, et montre comment l'ironie d'un homme libre peut faire reculer la terreur bureaucratique.
« Si l'opposition s'affirme, la terreur recule. » Leçon d'Amalrik. Frano-tireur antitotalitaire, dissident même de la dissidence, il se bat sans s'arrêter. Sa désinvolture cache l'espérance.
« Hommage à Andrei Amalrik » le vendredi 20 février 1981 au Centre Pompidou. Avec la participation de Guzel Amalrik, Eugène Ionasco, Maurice Nadeau, Georges Nivat, Leonide Flouchot, Andrei Sinivski, Paul Van Elzre.

DANIEL VERNET.
Prochain article :

LA DÉTENTE, MAIS...

L'ANGLAIS AUX U.S.A.
SÉJOURS ÉTÉ 81
POUR
JEUNES ET ADULTES
Places en nombre limité
Rens. dès maintenant
O.I.S.E. Paris 19 - 330-13-62

MODELAGE SUR BOIS - MAQUETTES
MENUISERIE SUR MESURE
le bois universel
6, rue Boulou - 92 700 Colombes
Téléphone : 782-40-69

PADDOCK WOOD FINISHING SCHOOL
Collège de jeunes filles de renommée internationale à 50 km de LONDRES - 8-17 ans.

SÉJOURS LINGUISTIQUES
Cours bilingues d'anglais en petits groupes. Choix d'activités sportives et artistiques. Vieilles culturelles accompagnées.
Demander notre brochure :
Le Directeur
Paddock Wood Finishing School
Lighthwater
Sussex
Grande-Bretagne

CEN 1000
SERVICE OFFICIEL DE DÉPANNAGE
AUTOMOBILE PARISIEN
DÉPANNAGES-REMORQUAGES
(PLATEAU SUR DEMANDE)
**JOURS ET NUITS
DIMANCHES ET FÊTES**
PRIX FÉVRIER 1981 **133 F T.T.C.**

ASSOCIATION DES AMITIÉS
FRANCO-ARABES
146, rue Montmartre, 75002 PARIS
Tél. 33-60
GROUPE ARTISTIQUE
ET MUSICAL
30 DANSEURS, CHANTEURS
ET MUSICIENS
Le 21 février, à 20 h 30, au
Maison des Amis, Paris-20
110, rue des Amis, Paris-20
Métro : Mouton-Rouge

CINÉMA
FILMS LITTÉRAIRES ET DÉBATS
Le 24 février, à 20 h, 22 h, 24 h, 26 h, 28 h, 30 h, 32 h, 34 h, 36 h, 38 h, 40 h, 42 h, 44 h, 46 h, 48 h, 50 h, 52 h, 54 h, 56 h, 58 h, 60 h, 62 h, 64 h, 66 h, 68 h, 70 h, 72 h, 74 h, 76 h, 78 h, 80 h, 82 h, 84 h, 86 h, 88 h, 90 h, 92 h, 94 h, 96 h, 98 h, 100 h.
Le 25 février, à 20 h, 22 h, 24 h, 26 h, 28 h, 30 h, 32 h, 34 h, 36 h, 38 h, 40 h, 42 h, 44 h, 46 h, 48 h, 50 h, 52 h, 54 h, 56 h, 58 h, 60 h, 62 h, 64 h, 66 h, 68 h, 70 h, 72 h, 74 h, 76 h, 78 h, 80 h, 82 h, 84 h, 86 h, 88 h, 90 h, 92 h, 94 h, 96 h, 98 h, 100 h.
Le 26 février, à 20 h, 22 h, 24 h, 26 h, 28 h, 30 h, 32 h, 34 h, 36 h, 38 h, 40 h, 42 h, 44 h, 46 h, 48 h, 50 h, 52 h, 54 h, 56 h, 58 h, 60 h, 62 h, 64 h, 66 h, 68 h, 70 h, 72 h, 74 h, 76 h, 78 h, 80 h, 82 h, 84 h, 86 h, 88 h, 90 h, 92 h, 94 h, 96 h, 98 h, 100 h.
Le 27 février, à 20 h, 22 h, 24 h, 26 h, 28 h, 30 h, 32 h, 34 h, 36 h, 38 h, 40 h, 42 h, 44 h, 46 h, 48 h, 50 h, 52 h, 54 h, 56 h, 58 h, 60 h, 62 h, 64 h, 66 h, 68 h, 70 h, 72 h, 74 h, 76 h, 78 h, 80 h, 82 h, 84 h, 86 h, 88 h, 90 h, 92 h, 94 h, 96 h, 98 h, 100 h.
Le 28 février, à 20 h, 22 h, 24 h, 26 h, 28 h, 30 h, 32 h, 34 h, 36 h, 38 h, 40 h, 42 h, 44 h, 46 h, 48 h, 50 h, 52 h, 54 h, 56 h, 58 h, 60 h, 62 h, 64 h, 66 h, 68 h, 70 h, 72 h, 74 h, 76 h, 78 h, 80 h, 82 h, 84 h, 86 h, 88 h, 90 h, 92 h, 94 h, 96 h, 98 h, 100 h.
Le 29 février, à 20 h, 22 h, 24 h, 26 h, 28 h, 30 h, 32 h, 34 h, 36 h, 38 h, 40 h, 42 h, 44 h, 46 h, 48 h, 50 h, 52 h, 54 h, 56 h, 58 h, 60 h, 62 h, 64 h, 66 h, 68 h, 70 h, 72 h, 74 h, 76 h, 78 h, 80 h, 82 h, 84 h, 86 h, 88 h, 90 h, 92 h, 94 h, 96 h, 98 h, 100 h.
Le 30 février, à 20 h, 22 h, 24 h, 26 h, 28 h, 30 h, 32 h, 34 h, 36 h, 38 h, 40 h, 42 h, 44 h, 46 h, 48 h, 50 h, 52 h, 54 h, 56 h, 58 h, 60 h, 62 h, 64 h, 66 h, 68 h, 70 h, 72 h, 74 h, 76 h, 78 h, 80 h, 82 h, 84 h, 86 h, 88 h, 90 h, 92 h, 94 h, 96 h, 98 h, 100 h.

SALLE DE VENTE « JOUHAUX »
MISE EN VENTE AU PUBLIC de TAPIS D'ORIENT
POUVANT ÊTRE VENDUS À LA PIÈCE OU PAR LOTS
Iran - Ghazni - Afghanistan - Inde - Kasmir - Chine et de diverses provenances dont certaines pièces de collection en laine, soie et soie naturelle
LIQUIDATIONS des DROITS effectuées auprès des DOUANES CENTRALES (Détaxe à l'exportation)
Les tapis du Pakistan - Inde - Kasmir - Turquie bénéficient actuellement de la suspension des droits de douane (le Journal officiel du 21-12-1980) Tapis laine à partir de 400 F Tapis soie à partir de 1.000 F
Tous ces tapis sont garantis faits main et vendus avec certificats d'origine et photos
LA VENTE AURA LIEU : FACE AUX DOUANES CENTRALES DE PARIS
20, RUE LÉON-JOUHAUX - 75010 PARIS
(M^e République) - Tél. : 201-72-09
TOUS LES JOURS de 10 h à 20 h, (sauf le DIMANCHE)
Vente par lots ou professionnels sur justification de leur commerce

Encore une offre unique de la compagnie Sur l'Atlantique.
2.850 F. Une semaine à New-York aller-retour, hôtel compris.
TANF GROUPE 10
Vous plaire, ça nous plaît.

qui sui tenentis se plus a
coeur. — A. G.

1.

Trop, c'est trop

155-177

(Publicité)

JOURS
DE
FRANCE



LA POLITIQUE AU CAFÉ DU COMMERCE

Premier consommateur

Un million et demi de chômeurs, vous ne trouvez pas que c'est beaucoup trop ?

Deuxième consommateur

Bien sûr. Mais que faire ? Peut-être pourrait-on réduire le temps de travail à 36 heures par semaine. Ainsi, d'un seul coup, le chiffre des chômeurs serait diminué d'un million.

Premier consommateur

Mais les prix seront plus élevés. On ne vendra plus rien et, de nouveau, le nombre des chômeurs augmentera.

Deuxième consommateur

Vous ne me laissez pas le temps d'achever mon exposé. En même temps que le travail serait ramené à 36 heures, il faudrait dévaluer la monnaie de 20 %. Avec une augmentation du coût des salaires de 10 %, il resterait une marge de dévaluation de 10 %. Nos produits deviendraient donc plus compétitifs.

C'est d'ailleurs ce qu'a fait de Gaulle, lorsqu'il est revenu au pouvoir avec Pinay comme ministre des Finances. Le taux de la monnaie a été dévalué de 20 %, les caves de la Banque de France étaient pleines d'or, les affaires n'avaient jamais si bien marché, et même le Contrôle des changes avait été supprimé.

Premier consommateur

C'est vrai, mais, à cette époque, le pétrole ne coûtait pas si cher. Que va devenir notre facture pétrolière ?

Deuxième consommateur

Elle va aller en diminuant grâce aux mesures prises par le gouvernement : les centrales atomiques fourniront l'électricité nécessaire à notre industrie et l'alcool fera diminuer la quantité d'essence consommée par les voitures.

Et puis, on ne paiera plus les indemnités de chômage.

Premier consommateur

C'est vrai, mais que vont dire nos partenaires du serpent monétaire ?

Deuxième consommateur

Ils diront ce qu'ils voudront. La France est un pays indépendant et puis ils feraient bien de faire comme nous, ainsi ils n'auraient plus de chômeurs et tous ensemble nous deviendrions plus compétitifs vis-à-vis de l'Amérique, de l'Angleterre et du Japon.

Premier consommateur

Vous ne trouvez pas que le soleil chauffe un peu trop à présent. Allons nous installer au café d'en face, pour continuer notre conversation.

Marcel Dassault
député de l'Oise

AÉRONAUTIQUE

MORT DE JOHN NORTHROP

Pionnier de l'aviation américaine

L'un des pionniers de l'aviation moderne, John Knudsen Northrop, est mort, mercredi 18 février, dans un hôpital de Glendale (Californie). Il était âgé de quatre-vingt-cinq ans.

Né le 10 septembre 1895 à Beverly (Californie), John Knudsen Northrop appartenait à ce petit noyau d'ingénieurs aéronautiques qui ont créé l'aviation civile et militaire américaine et lui ont donné ses lettres de noblesse. Son décès porte désormais à trois le nombre des pionniers de l'aviation américaine disparus au cours des huit mois écoulés : James McDonnell, fondateur de la société qui porte son nom, et Donald Douglas, créateur du célèbre DC-3 dont les exemplaires volent encore aujourd'hui.

De son ami Northrop, Donald Douglas disait, dans les années 40, qu'il n'y a pas un avion qui vole aujourd'hui dans le ciel, sans quelque chose de Northrop à bord. De fait, cet ingénieur qui, après avoir travaillé dans différentes usines d'études (Longhens Aircraft et Douglas Aircraft), a contribué à la création de la firme Lockheed (1927), a fondé plus tard la Northrop Aircraft Inc. (1939) et a dessiné une douzaine d'avions. Si le Lockheed Vega, utilisé par l'Américaine Amelia Earhart pour son vol historique au-dessus de l'Atlantique, a été quelque peu oublié, notamment parce qu'il ne survola pas de nuit, son point de vue est aujourd'hui dans le ciel, sans quelque chose de Northrop à bord. De fait, cet ingénieur qui, après avoir travaillé dans différentes usines d'études (Longhens Aircraft et Douglas Aircraft), a contribué à la création de la firme Lockheed (1927), a fondé plus tard la Northrop Aircraft Inc. (1939) et a dessiné une douzaine d'avions. Si le Lockheed Vega, utilisé par l'Américaine Amelia Earhart pour son vol historique au-dessus de l'Atlantique, a été quelque peu oublié, notamment parce qu'il ne survola pas de nuit, son point de vue est aujourd'hui dans le ciel, sans quelque chose de Northrop à bord.

De même, c'est John Northrop qui mit au point l'été volante, bombardier stratégique sans fuselage, dont le projet fut finalement abandonné par l'armée de l'air. John Northrop avait l'un des avions à l'impulsion, près de Los Angeles, de l'université qui porte son nom, avant qu'il ne soit dans le monde. C'est dans ce monde qu'il était le fondateur d'un avion à l'impulsion, près de Los Angeles, de l'université qui porte son nom, avant qu'il ne soit dans le monde. C'est dans ce monde qu'il était le fondateur d'un avion à l'impulsion, près de Los Angeles, de l'université qui porte son nom, avant qu'il ne soit dans le monde.

L'amateurisme d'un transfuge du jeu à XIII en question

RUGBY

Dans la guerre de frontière déclenchée entre les frères ennemis du ballon ovale par le passage de l'international tréiziste Jean-Marc Bourret chez les « quinzistes » de Perpignan, un arbitre devait être conduit le 5 mars au cours d'une réunion des deux chefs de clan, René Mauries pour le XIII et Albert Ferrasse pour le XV, autour du directeur des sports du ministère de la jeunesse, des sports et des loisirs, Bernard Monginot.

Cette affaire Bourret, elle avait commencé comme toutes les disputes de famille par un méchant débâcle de linge sale. Si l'international de Pia était passé, quinze jours après avoir porté le maillot de l'équipe nationale française de rugby (F.F.R.), Albert Ferrasse, pour jouer le samedi, avait-on dit, qu'on lui avait offert 200 000 F. Puis le « coup » n'avait pas été joué par le président de la Fédération française de rugby (F.F.R.), Albert Ferrasse, pour jouer le samedi, avait-on dit, qu'on lui avait offert 200 000 F. Puis le « coup » n'avait pas été joué par le président de la Fédération française de rugby (F.F.R.), Albert Ferrasse, pour jouer le samedi, avait-on dit, qu'on lui avait offert 200 000 F.

C'est dire que, outre-Méditerranée, on a toujours regardé d'un œil soupçonneux les méthodes « treizistes » de promotion sociale par le rugby. Il ne faut pas avoir le nez très fin pour sentir l'odeur de l'argent. Mais, pris comme par le gardien du temple d'Orléans, les membres de l'International Board, Albert Ferrasse avait son fait à accomplir avec la potion. Pourtant, les révélation provoquées par l'affaire Bourret, leur ont fait froncer les yeux. On ne badine pas avec le professionnalisme. Pour sa défense, il pourra simplement invoquer l' fait qu'en France le jeu à XIII est considéré comme un sport amateur et que le transfert d'un joueur de XIII ne risque pas de « contaminer » tout le XV. Malgré l'explication, on parle déjà de sanctions contre la F.F.R. Alors le président de la Fédération de jeu à XIII, René Mauries, a mis un bâton sur les accusations de David Orléans. Il est évident que nos rieurs demeurent amateurs. 3-1-1 du. Mais il est trop évident qu'il s'agit d'arrêter l'incendie qu'il a contribué à allumer et dont il n'avait sans doute pas mesuré les conséquences. Car, si bien que le combat des chefs risque de faire une seule victoire, la pauvre Jean-Marc Bourret, sur lequel pèse maintenant le mensonge d'une double radiation du XV et du XIII. Comme si le sort d'un joueur de talent avait peu d'importance au regard des intérêts bien compris de la famille.

L'odeur de l'argent

ALAIN GIRAUDE.

SPORTS

ATHLÉTISME

Portrait-robot du marathonien

Qui sont ces menage-bûches qui courent 42,195 kilomètres en moins de deux heures et demie, notamment dit les marathoniens d'élite ? Leur portrait peut désormais être fait grâce au questionnaire très détaillé qui avait été distribué aux participants des derniers championnats de France (16 Mars) et du 14 octobre 1980.

Les catégories sociales les plus représentées sont les employés (31 %), les ouvriers (21 %), les enseignants (15 %). Deux marathoniens d'élite sur trois travaillent moins de quarante heures par semaine. En revanche, un vétéran sur cinq travaille plus de cinquante heures. Ceux-ci ont d'ailleurs découvert le cours à pied à un âge relativement avancé : la moitié après trente ans, un tiers après quarante ans. Pour ce qui est de la motivation initiale, l'importance des amis a été plus importante (32 %) que celle de la famille (12 %) ou des enseignants (11 %), tandis que celle de la formation militaire a été faible (6 %) et celle de la presse quasiment nulle. Les meilleurs ont, pour un tiers, plus de quinze ans de pratique. En règle générale, les marathoniens participent, chaque année, à deux

142 %), à trois (32 %) ou à quatre (13 %) courses. L'entraînement de plus de la moitié des seniors se fait à raison de cinq à six séances par semaine, soit une douzaine d'heures et une centaine de kilomètres. La même proportion de vétérans et de formes s'impose trois à quatre séances hebdomadaires, soit un peu plus de cinq heures et moins de 80 kilomètres. En période de préparation d'un marathon, quatre coureurs sur dix effectuent au moins dix séances d'entraînement. La distance couverte hebdomadairement dépasse alors 150 kilomètres.

Il est surprenant de constater que, pour commencer un tel entraînement, huit marathoniens sur dix dorment moins de huit heures par jour et que sept sur dix déclarent attacher peu ou pas d'importance à ce qu'ils mangent ou boivent. Toutefois, deux sur trois boivent un à deux litres d'eau par jour, trois sur quatre consomment environ un quart de litre de vin quotidiennement et deux sur dix ne fument pas. Enfin, le coureur à pied apparaît comme un sport peu coûteux, puisque la « marathonomie moyenne » dépense 500 F par an pour s'équiper.

BASKET - BALL. — L'équipe féminine yougoslave de Kratag Zagreb a battu, le 18 février, sur son terrain, la formation française du Clermont Université Club par 82 à 70 (22 à 32 à la mi-temps) en match aller comptant pour les demi-finales de la coupe Rancourt.

HOCKEY SUR GLACE. — L'équipe de France qui participera du 6 au 15 mars, à Pékin, aux championnats du monde, groupe C, a été composée par le comité de sélection de la Fédération française des sports de glace, comme suit : gardiens de but : Laurent Denis (Vervy-Challillon), Daniel Morio (Grenoble) ; remplacements : Frédéric Malletroit (Tours) ; arrières :

D'un sport à l'autre...

Bernard Meiller (Meiller), Jean-Louis (Cuen), Robert Orpand (Cap), Philippe Muscare (Grenoble), Michel Lasser (Tours), Serge Fodotkoff (Tours) ; remplacements : Jean-Yves Decot (Tours) ; arrières : Bernard Leblond et Jean Leblond (Grenoble), Garry Brown (Grenoble), Pictin (Grenoble), Philippe Roy (Chamonix), D. Dupuis (Villars-de-Lans), Marc Audouin (Saint-Gervais), Alain Vignard (Cham), Henderson (Amiens), André Pelloff (Tours), Bonnet (Vervy-Challillon), Jacques Toullemont (Chamonix) ; remplacements : From

Bourgault (Tours), Marc Desmoulières (Meiller), Yves Panchard (Cuen).

SKI ALPIN. — Avec trois jours d'entraînement, seulement à des fins, prêts par Jean-Marc Mujat, le slalomneur Michel Vion est devenu le 30 février à Bâges (Hautes-Pyrénées) champion de France de descente. Vient notamment les spécialistes de vitesse Gérard Rambaud et Philippe Purnet, diaboliques pour être passés à l'extérieur d'une porte dans le haut de la piste. C'est victoire d'un coureur qui s'était vu faire mieux que trentième et trente-troisième dans des slaloms de Coupe du monde. Bâges la victoire des descendants nationaux.

BECK'S

BIERE 33 EXTRA DRY UN PLAISIR PLUS FORT.

VENTES

Une fiscalité archaïque pénalise gravement les commissaires-priseurs français

nous déclare M. Michel Rostand

La première chambre de la cour d'appel de Paris a examiné, le 18 février, le conflit qui oppose des commissaires-priseurs parisiens à la Compagnie des commissaires-priseurs de France et à Pauline Baudrand, président de la Compagnie des commissaires-priseurs de Paris, nous le dit son avis.

Sur cette affaire et sur la situation générale des ventes aux enchères dont nous avons parlé dans le Monde du 24 janvier, nous avons demandé à M. Michel Rostand, président de la Compagnie des commissaires-priseurs de Paris, nous le dit son avis.

« Comment expliquer-vous que les ventes aux enchères soient si peu attractives ? »

« Si l'exemple était suivi par tous les autres commissaires-priseurs, la situation des ventes aux enchères serait très différente. Mais, comme nous sommes seuls à Paris, nous sommes seuls à subir les conséquences de la situation. »

« La loi sur la vente aux enchères est-elle trop restrictive ? »

« Non, la loi sur la vente aux enchères est trop restrictive. Elle ne permet pas de vendre aux enchères des biens qui ne sont pas des biens meubles, ce qui est une grave lacune. »

« Pourquoi ne pas demander à la loi de permettre la vente aux enchères de biens immeubles ? »

« C'est une question qui se pose. Mais, comme nous sommes seuls à Paris, nous sommes seuls à subir les conséquences de la situation. »

« Pourquoi ne pas demander à la loi de permettre la vente aux enchères de biens immeubles ? »

« C'est une question qui se pose. Mais, comme nous sommes seuls à Paris, nous sommes seuls à subir les conséquences de la situation. »

« Pourquoi ne pas demander à la loi de permettre la vente aux enchères de biens immeubles ? »

« C'est une question qui se pose. Mais, comme nous sommes seuls à Paris, nous sommes seuls à subir les conséquences de la situation. »

« Pourquoi ne pas demander à la loi de permettre la vente aux enchères de biens immeubles ? »

« C'est une question qui se pose. Mais, comme nous sommes seuls à Paris, nous sommes seuls à subir les conséquences de la situation. »

« Pourquoi ne pas demander à la loi de permettre la vente aux enchères de biens immeubles ? »

« C'est une question qui se pose. Mais, comme nous sommes seuls à Paris, nous sommes seuls à subir les conséquences de la situation. »

« Pourquoi ne pas demander à la loi de permettre la vente aux enchères de biens immeubles ? »

« C'est une question qui se pose. Mais, comme nous sommes seuls à Paris, nous sommes seuls à subir les conséquences de la situation. »

« Pourquoi ne pas demander à la loi de permettre la vente aux enchères de biens immeubles ? »

« C'est une question qui se pose. Mais, comme nous sommes seuls à Paris, nous sommes seuls à subir les conséquences de la situation. »

« Pourquoi ne pas demander à la loi de permettre la vente aux enchères de biens immeubles ? »

« C'est une question qui se pose. Mais, comme nous sommes seuls à Paris, nous sommes seuls à subir les conséquences de la situation. »

« Pourquoi ne pas demander à la loi de permettre la vente aux enchères de biens immeubles ? »

« C'est une question qui se pose. Mais, comme nous sommes seuls à Paris, nous sommes seuls à subir les conséquences de la situation. »

« Pourquoi ne pas demander à la loi de permettre la vente aux enchères de biens immeubles ? »

« C'est une question qui se pose. Mais, comme nous sommes seuls à Paris, nous sommes seuls à subir les conséquences de la situation. »

« Pourquoi ne pas demander à la loi de permettre la vente aux enchères de biens immeubles ? »

« C'est une question qui se pose. Mais, comme nous sommes seuls à Paris, nous sommes seuls à subir les conséquences de la situation. »

« Pourquoi ne pas demander à la loi de permettre la vente aux enchères de biens immeubles ? »

« C'est une question qui se pose. Mais, comme nous sommes seuls à Paris, nous sommes seuls à subir les conséquences de la situation. »

« Pourquoi ne pas demander à la loi de permettre la vente aux enchères de biens immeubles ? »

« C'est une question qui se pose. Mais, comme nous sommes seuls à Paris, nous sommes seuls à subir les conséquences de la situation. »

« Pourquoi ne pas demander à la loi de permettre la vente aux enchères de biens immeubles ? »

« C'est une question qui se pose. Mais, comme nous sommes seuls à Paris, nous sommes seuls à subir les conséquences de la situation. »

« Pourquoi ne pas demander à la loi de permettre la vente aux enchères de biens immeubles ? »

« C'est une question qui se pose. Mais, comme nous sommes seuls à Paris, nous sommes seuls à subir les conséquences de la situation. »

« Pourquoi ne pas demander à la loi de permettre la vente aux enchères de biens immeubles ? »

« C'est une question qui se pose. Mais, comme nous sommes seuls à Paris, nous sommes seuls à subir les conséquences de la situation. »

« Pourquoi ne pas demander à la loi de permettre la vente aux enchères de biens immeubles ? »

« C'est une question qui se pose. Mais, comme nous sommes seuls à Paris, nous sommes seuls à subir les conséquences de la situation. »

« Pourquoi ne pas demander à la loi de permettre la vente aux enchères de biens immeubles ? »

« C'est une question qui se pose. Mais, comme nous sommes seuls à Paris, nous sommes seuls à subir les conséquences de la situation. »

« Pourquoi ne pas demander à la loi de permettre la vente aux enchères de biens immeubles ? »

« C'est une question qui se pose. Mais, comme nous sommes seuls à Paris, nous sommes seuls à subir les conséquences de la situation. »

« Pourquoi ne pas demander à la loi de permettre la vente aux enchères de biens immeubles ? »

« C'est une question qui se pose. Mais, comme nous sommes seuls à Paris, nous sommes seuls à subir les conséquences de la situation. »

« Pourquoi ne pas demander à la loi de permettre la vente aux enchères de biens immeubles ? »

« C'est une question qui se pose. Mais, comme nous sommes seuls à Paris, nous sommes seuls à subir les conséquences de la situation. »

CARNET

Réceptions

— On nous prie d'annoncer la réception de M. et Mme Jean-Jacques Jouve, à l'occasion de leur mariage, le 18 février 1981, à 14 heures, à l'église de la Madeleine.

Naissances

— Les docteurs Jean-François et Marie-Anne Jouve, à l'occasion de la naissance de leur fils, le 18 février 1981, à 14 heures, à l'église de la Madeleine.

Décès

— On nous prie d'annoncer le décès de M. et Mme Jean-Jacques Jouve, à l'occasion de leur mariage, le 18 février 1981, à 14 heures, à l'église de la Madeleine.

Anniversaires

— On nous prie d'annoncer le décès de M. et Mme Jean-Jacques Jouve, à l'occasion de leur mariage, le 18 février 1981, à 14 heures, à l'église de la Madeleine.

Messes anniversaires

— On nous prie d'annoncer le décès de M. et Mme Jean-Jacques Jouve, à l'occasion de leur mariage, le 18 février 1981, à 14 heures, à l'église de la Madeleine.

Soutenances de thèses

— On nous prie d'annoncer le décès de M. et Mme Jean-Jacques Jouve, à l'occasion de leur mariage, le 18 février 1981, à 14 heures, à l'église de la Madeleine.

Communications diverses

— On nous prie d'annoncer le décès de M. et Mme Jean-Jacques Jouve, à l'occasion de leur mariage, le 18 février 1981, à 14 heures, à l'église de la Madeleine.

Madame Desachy

— On nous prie d'annoncer le décès de M. et Mme Jean-Jacques Jouve, à l'occasion de leur mariage, le 18 février 1981, à 14 heures, à l'église de la Madeleine.

Direct d'usine

— On nous prie d'annoncer le décès de M. et Mme Jean-Jacques Jouve, à l'occasion de leur mariage, le 18 février 1981, à 14 heures, à l'église de la Madeleine.

MOQUETTE

— On nous prie d'annoncer le décès de M. et Mme Jean-Jacques Jouve, à l'occasion de leur mariage, le 18 février 1981, à 14 heures, à l'église de la Madeleine.

A partir de 60F.

— On nous prie d'annoncer le décès de M. et Mme Jean-Jacques Jouve, à l'occasion de leur mariage, le 18 février 1981, à 14 heures, à l'église de la Madeleine.

Grand chapeau de coloris

— On nous prie d'annoncer le décès de M. et Mme Jean-Jacques Jouve, à l'occasion de leur mariage, le 18 février 1981, à 14 heures, à l'église de la Madeleine.

avec la nouvelle Laser

— On nous prie d'annoncer le décès de M. et Mme Jean-Jacques Jouve, à l'occasion de leur mariage, le 18 février 1981, à 14 heures, à l'église de la Madeleine.

plus rien ne sera comme avant

— On nous prie d'annoncer le décès de M. et Mme Jean-Jacques Jouve, à l'occasion de leur mariage, le 18 février 1981, à 14 heures, à l'église de la Madeleine.

01-728 68 81

torrente

— On nous prie d'annoncer le décès de M. et Mme Jean-Jacques Jouve, à l'occasion de leur mariage, le 18 février 1981, à 14 heures, à l'église de la Madeleine.

Homme

ligne de vêtements masculins

Voyage dans le bagage

LE SAC ET LE MOI

- HAUT-ANJOU : rare petit château XVIIIe, bon état. Caractère 8 p. Parc, étang et prés 10 à 15 ha.
- SUD-MAYENNE : joli corps de ferme à restaurer. Beau cadre Rivière. 1 ha. 50

FORÊTS et MANOIRS de FRANCE
 33340 CHERMÈRE-LE-ROI
 Tél. : (43) 81-25-22.

M
Adresse

Office National du Tourisme Norvégien
10, rue Aubert - 75008 Paris - Tél. 742.24.12

Merveilleux gadget, elle se décroche toute seule après absorption et se régénère après un bain d'eau bouillante puis de lait froid (d'une vache sacrée peut-être et celui de la chamoelle serait contre-indiqué !). A côté d'huile, le garrot. Pour

Je le viens. Il me rassemble et forme un tout homogène. Il est le lardesau que j'emporterai sur l'épaule. En effet, hors le sac à dos, faux bagage du marcheur qui veut en oublier le poids et garder les mains libres, le vrai sac se porte à l'épaule et son transport devient alors l'explication d'une laide inconnue.

LIONEL ADONIS.

Nom _____ Prénom _____
 Adresse _____ Code postal _____
 Vous pouvez vous procurer notre brochure à la maison de la Bretagne.
 17 rue de l'Arrière - 35015 Paimbœuf ou nous adressant directement remplie cette annonce.
 et y joignant 6 F en timbres 3 F.
 Comité Départemental de Tourisme du Morbihan
 56019 Vannes cedex
MORBIHAN
 LA ROUTE CÔTE AU NATUREL

1. ☐ **1.000**
 2. ☐ **2.000**
 3. ☐ **3.000**
 4. ☐ **4.000**
 5. ☐ **5.000**
 6. ☐ **6.000**
 7. ☐ **7.000**
 8. ☐ **8.000**
 9. ☐ **9.000**
 10. ☐ **10.000**
 11. ☐ **11.000**
 12. ☐ **12.000**
 13. ☐ **13.000**
 14. ☐ **14.000**
 15. ☐ **15.000**
 16. ☐ **16.000**
 17. ☐ **17.000**
 18. ☐ **18.000**
 19. ☐ **19.000**
 20. ☐ **20.000**
 21. ☐ **21.000**
 22. ☐ **22.000**
 23. ☐ **23.000**
 24. ☐ **24.000**
 25. ☐ **25.000**
 26. ☐ **26.000**
 27. ☐ **27.000**
 28. ☐ **28.000**
 29. ☐ **29.000**
 30. ☐ **30.000**
 31. ☐ **31.000**
 32. ☐ **32.000**
 33. ☐ **33.000**
 34. ☐ **34.000**
 35. ☐ **35.000**
 36. ☐ **36.000**
 37. ☐ **37.000**
 38. ☐ **38.000**
 39. ☐ **39.000**
 40. ☐ **40.000**
 41. ☐ **41.000**
 42. ☐ **42.000**
 43. ☐ **43.000**
 44. ☐ **44.000**
 45. ☐ **45.000**
 46. ☐ **46.000**
 47. ☐ **47.000**
 48. ☐ **48.000**
 49. ☐ **49.000**
 50. ☐ **50.000**
 51. ☐ **51.000**
 52. ☐ **52.000**
 53. ☐ **53.000**
 54. ☐ **54.000**
 55. ☐ **55.000**
 56. ☐ **56.000**
 57. ☐ **57.000**
 58. ☐ **58.000**
 59. ☐ **59.000**
 60. ☐ **60.000**
 61. ☐ **61.000**
 62. ☐ **62.000**
 63. ☐ **63.000**
 64. ☐ **64.000**
 65. ☐ **65.000**
 66. ☐ **66.000**
 67. ☐ **67.000**
 68. ☐ **68.000**
 69. ☐ **69.000**
 70. ☐ **70.000**
 71. ☐ **71.000**
 72. ☐ **72.000**
 73. ☐ **73.000**
 74. ☐ **74.000**
 75. ☐ **75.000**
 76. ☐ **76.000**
 77. ☐ **77.000**
 78. ☐ **78.000**
 79. ☐ **79.000**
 80. ☐ **80.000**
 81. ☐ **81.000**
 82. ☐ **82.000**
 83. ☐ **83.000**
 84. ☐ **84.000**
 85. ☐ **85.000**
 86. ☐ **86.000**
 87. ☐ **87.000**
 88. ☐ **88.000**
 89. ☐ **89.000**
 90. ☐ **90.000**
 91. ☐ **91.000**
 92. ☐ **92.000**
 93. ☐ **93.000**
 94. ☐ **94.000**
 95. ☐ **95.000**
 96. ☐ **96.000**
 97. ☐ **97.000**
 98. ☐ **98.000**
 99. ☐ **99.000**
 100. ☐ **100.000**

کتابخانه

cinémas

La cinémathèque

La cinémathèque

Les exclusivités

[illegible]

LES FILMS

YAMOURE HADJICAPPE, film
 sur de Marinos Gori Marina,
 1952-53, 1954-55, 1956-57
 (254-30-04).

CHANGEMENTS DE SAISONS,
 film de Raymond de Richard
 Long, V.A. Quintana, 3
 1952-53, 1954-55, 1956-57
 1958-59, 1960-61, 1962-63
 1964-65, 1966-67, 1968-69
 1970-71, 1972-73, 1974-75
 1976-77, 1978-79, 1980-81
 1982-83, 1984-85, 1986-87
 1988-89, 1990-91, 1992-93
 1994-95, 1996-97, 1998-99
 2000-01, 2002-03, 2004-05
 2006-07, 2008-09, 2010-11
 2012-13, 2014-15, 2016-17
 2018-19, 2020-21, 2022-23
 2024-25, 2026-27, 2028-29
 2030-31, 2032-33, 2034-35
 2036-37, 2038-39, 2040-41
 2042-43, 2044-45, 2046-47
 2048-49, 2050-51, 2052-53
 2054-55, 2056-57, 2058-59
 2060-61, 2062-63, 2064-65
 2066-67, 2068-69, 2070-71
 2072-73, 2074-75, 2076-77
 2078-79, 2080-81, 2082-83
 2084-85, 2086-87, 2088-89
 2090-91, 2092-93, 2094-95
 2096-97, 2098-99, 2100-01
 2102-03, 2104-05, 2106-07
 2108-09, 2110-11, 2112-13
 2114-15, 2116-17, 2118-19
 2120-21, 2122-23, 2124-25
 2126-27, 2128-29, 2130-31
 2132-33, 2134-35, 2136-37
 2138-39, 2140-41, 2142-43
 2144-45, 2146-47, 2148-49
 2150-51, 2152-53, 2154-55
 2156-57, 2158-59, 2160-61
 2162-63, 2164-65, 2166-67
 2168-69, 2170-71, 2172-73
 2174-75, 2176-77, 2178-79
 2180-81, 2182-83, 2184-85
 2186-87, 2188-89, 2190-91
 2192-93, 2194-95, 2196-97
 2198-99, 2200-01, 2202-03
 2204-05, 2206-07, 2208-09
 2210-11, 2212-13, 2214-15
 2216-17, 2218-19, 2220-21
 2222-23, 2224-25, 2226-27
 2228-29, 2230-31, 2232-33
 2234-35, 2236-37, 2238-39
 2240-41, 2242-43, 2244-45
 2246-47, 2248-49, 2250-51
 2252-53, 2254-55, 2256-57
 2258-59, 2260-61, 2262-63
 2264-65, 2266-67, 2268-69
 2270-71, 2272-73, 2274-75
 2276-77, 2278-79, 2280-81
 2282-83, 2284-85, 2286-87
 2288-89, 2290-91, 2292-93
 2294-95, 2296-97, 2298-99
 2300-01, 2302-03, 2304-05
 2306-07, 2308-09, 2310-11
 2312-13, 2314-15, 2316-17
 2318-19, 2320-21, 2322-23
 2324-25, 2326-27, 2328-29
 2330-31, 2332-33, 2334-35
 2336-37, 2338-39, 2340-41
 2342-43, 2344-45, 2346-47
 2348-49, 2350-51, 2352-53
 2354-55, 2356-57, 2358-59
 2360-61, 2362-63, 2364-65
 2366-67, 2368-69, 2370-71
 2372-73, 2374-75, 2376-77
 2378-79, 2380-81, 2382-83
 2384-85, 2386-87, 2388-89
 2390-91, 2392-93, 2394-95
 2396-97, 2398-99, 2400-01
 2402-03, 2404-05, 2406-07
 2408-09, 2410-11, 2412-13
 2414-15, 2416-17, 2418-19
 2420-21, 2422-23, 2424-25
 2426-27, 2428-29, 2430-31
 2432-33, 2434-35, 2436-37
 2438-39, 2440-41, 2442-43
 2444-45, 2446-47, 2448-49
 2450-51, 2452-53, 2454-55
 2456-57, 2458-59, 2460-61
 2462-63, 2464-65, 2466-67
 2468-69, 2470-71, 2472-73
 2474-75, 2476-77, 2478-79
 2480-81, 2482-83, 2484-85
 2486-87, 2488-89, 2490-91
 2492-93, 2494-95, 2496-97
 2498-99, 2500-01, 2502-03
 2504-05, 2506-07, 2508-09
 2510-11, 2512-13, 2514-15
 2516-17, 2518-19, 2520-21
 2522-23, 2524-25, 2526-27
 2528-29, 2530-31, 2532-33
 2534-35, 2536-37, 2538-39
 2540-41, 2542-43, 2544-45
 2546-47, 2548-49, 2550-51
 2552-53, 2554-55, 2556-57
 2558-59, 2560-61, 2562-63
 2564-65, 2566-67, 2568-69
 2570-71, 2572-73, 2574-75
 2576-77, 2578-79, 2580-81
 2582-83, 2584-85, 2586-87
 2588-89, 2590-91, 2592-93
 2594-95, 2596-97, 2598-99
 2600-01, 2602-03, 2604-05
 2606-07, 2608-09, 2610-11
 2612-13, 2614-15, 2616-17
 2618-19, 2620-21, 2622-23
 2624-25, 2626-27, 2628-29
 2630-31, 2632-33, 2634-35
 2636-37, 2638-39, 2640-41
 2642-43, 2644-45, 2646-47
 2648-49, 2650-51, 2652-53
 2654-55, 2656-57, 2658-59
 2660-61, 2662-63, 2664-65
 2666-67, 2668-69, 2670-71
 2672-73, 2674-75, 2676-77
 2678-79, 2680-81, 2682-83
 2684-85, 2686-87, 2688-89
 2690-91, 2692-93, 2694-95
 2696-97, 2698-99, 2700-01
 2702-03, 2704-05, 2706-07
 2708-09, 2710-11, 2712-13
 2714-15, 2716-17, 2718-19
 2720-21, 2722-23, 2724-25
 2726-27, 2728-29, 2730-31
 2732-33, 2734-35, 2736-37
 2738-39, 2740-41, 2742-43
 2744-45, 2746-47, 2748-

NOUVEAUX

[illegible]

POUR LES SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES

GUINONT RAYMOND POULAZ et TYNE PETROU présentent
NATHALIE BAYE ANGELA WINKLER
LA
PROVINCIALE
un film de CLAUDE GORETTA

HOUSTON TEXAS


C'est le plus stupéfiant des films policiers. Robert Chazal. - France-Soir

MARIGNAN - GAUMONT RICHELIEU - BERLITZ - HAUTEFEUILLE - MONTFARNASSE
 PATHÉ - GAUMONT CONVENTION - GAUMONT LES HALLES - P.L.M. SAINT-JACQUES
 CLICHY PATHÉ - GAMBETTA - CYRANO Versailles - GAUMONT OUEST Boulogne
 AVIATIC Le Bourget - Argenteuil - PATHÉ Champigny - PATHÉ Belle-Épine - GAUMONT Evry
 3 VINCENNES - CLUB Colombes - ULLIS Orsay - ARIEL Arcueil

PAUL CLAUDON présente
FRANCIS PERRIN • MARIE-CHRISTINE DESCOUARD dans

LE ROI ES CONS

*un grand
film
d'Amour*



Avec la participation de
ISABELLE MEUNIER - EVELYNE DUNE - MICHEL ALMANT - FRÉDÉRIC FONT - BERNARD HILLIER - JEAN-PIERRE THIAULT - BERNHDETTE LAURENT
Réalisé et coproduit par **YVES CLAUDE CHARRAS** avec **YVES CLAUDE CHARRAS** et **Thierry de la Fontaine** d'après de **LAURENT PERSSON**
Copie des éléments techniques de **YVES CLAUDE CHARRAS**
Musique composée et dirigée par **YVES CLAUDE CHARRAS**

UN FILM DE
LUIGI COMENCINI

[illegible]

ACTUELLEMENT

10
CÉSARS
LE DERNIER
METRO

MARIGNAN, v.o. - QUINTETTE, v.o. - UGC ROTONDE, v.o.
RICHELIEU, v.f. - UGC OPÉRA, v.f. - CLICHY PATHE, v.f.
GAUMONT SUD, v.f. - NATION, v.f. - GAUMONT LES HALLES, v.f.
et dans les meilleures salles de la périphérie

*Une histoire d'amour avec maman,
l'amant de maman, papa, la nana de papa,
et le papa de la nana de papa.*

SHIRLEY MacLAINE ANTHONY HOPKINS
BO DEREK
CHANGEMENT
D  SAISONS

DANS UNE PRODUCTION DE MARVIN HAUSCHOFF "CHRONIQUE DE BARBONNE"
 Avec MICHAEL SANDROW MICHAEL BETH HURT
 Produit par MARVIN HAUSCHOFF Production exécutive RICHARD ST. JOHN Mise en scène RICHARD LING
 Des histoires de BRICH SEGAL et MARVIN HAUSCHOFF Scénario de BRICH SEGAL, KENN KERN, FRID SEGAL
 Personnages ALAN et MARILYN REYNOLDS Musique REYNOL KAHNEN

CONSTRUCTIF

Être constructif, c'est savoir miser sur les régions. C'est donner à chaque société régionale la dimension et le poids d'une entreprise nationale. C'est s'appuyer sur les particularismes pour construire le régionalisme. Historiquement, Phénix est l'un des pionniers de la décentralisation. En 1967, il créait sa première filiale en Poitou-Charentes-Limousin. En 1970, il s'implantait dans les 9 principales régions de France. En 1979, la société mère se scindait en 5 nouvelles délégations régionales.

La décentralisation.

La décentralisation pour Phénix ne conduit pas au déplacement géographique de la hiérarchie parisienne. À la tête de chaque société, on trouve un homme qui a fait ses preuves dans une entreprise locale. Son pouvoir de décision est intégral. Il définit sa politique commerciale. Il est l'interlocuteur des administrations et des collectivités locales. Il est responsable de sa politique d'emploi et de sous-traitance. Résultat : Phénix Rhône-Alpes, Phénix Provence, Phénix Lorraine, Phénix Bretagne, Phénix Midi-Pyrénées, Phénix Pays de Loire, Phénix Poitou-Charentes-Limousin, sont toutes classées individuellement parmi les 100 premières entreprises du Bâtiment.

L'avenir
de la France
est dans
ses régions.

Phénix,
c'est 15 sociétés
régionales qui font
travailler 150 P.M.E.
et représentent
13 000 emplois.

La régionalisation.

Bénéfice : Le développement économique de chacune de ces régions, la création d'emplois locaux, le respect des particularismes régionaux et culturels.

150 PME et PMI travaillent à la fabrication des éléments industrialisés intervenant dans la construction. Pour les dalles de béton, par exemple, ce ne sont pas moins de 25 entreprises locales différentes qui en assurent la fabrication. Pour les éléments traditionnels, Phénix fait appel à plusieurs milliers d'artisans. Fruit de cette décentralisation : 350 variantes de maisons régionales qui expriment la réalité Phénix et attestent de son bien-fondé.

Leader de la maison individuelle, Phénix a su emprunter la voie qui en assurera l'avenir : les régions de France.



PHENIX

MAISON PHENIX POUR QUE CHACUN AIT SA MAISON.

24 11 150

LOGEMENT

M. Ceyrac : une politique de l'habitat est un acte de foi en l'avenir

Libres opinions

UNE AFFAIRE D'ÉTAT

par ROBERT LION (*)

MEILLEUR de la construction de maisons individuelles a été en 1980. Moins de quatre cent mille logements ont été mis en chantier l'année dernière, contre cinq cent cinquante mille en 1974. Pour la première fois depuis trente ans, on parle en France de crise de la construction.

Cette récession n'est pas la simple transposition dans le bâtiment des fluctuations qu'on observe ailleurs. Cela pour deux raisons.

D'abord, il n'y a pas eu de concurrence extérieure : on n'achète pas des logements importés à la pièce de produits nationaux. Au contraire, le bâtiment est un des rares industries dont l'activité peut soutenir l'économie sans dégrader la balance des paiements.

En second lieu, les besoins demeurent considérables. Avec cinq millions d'habitants infortunés ou sous-logés, hébergés treize millions de métrolopes, la France occupe, sur ce plan, le dernier rang des pays très développés. Depuis que la construction stagne, on observe d'ailleurs un tel regain de la demande des logements : les situations de pénurie se multiplient à nouveau, notamment pour les locations ; les prix des terrains et des appartements s'envolent ; les loyers flambent. Au moment où le prix de l'assurance remonte en flèche, les centres-villes, les Français ont, eux aussi, beaucoup de peine à s'y loger.

Ce déficit entre la construction des logements et les besoins de logements est une affaire d'État. Les professionnels d'aujourd'hui ont été surpris dans le bâtiment depuis cinq ans. Les professionnels d'aujourd'hui ont été surpris dans le bâtiment depuis cinq ans. Les professionnels d'aujourd'hui ont été surpris dans le bâtiment depuis cinq ans.

Et si les aides à la personne touchent aujourd'hui plus de monde, elles n'ont pas été suffisantes. Elles n'ont pas été suffisantes. Elles n'ont pas été suffisantes. Elles n'ont pas été suffisantes.

Dans le secteur privé, l'État aide moins de logements qu'il ne le doit. Les barèmes des aides à la pierre, tels qu'ils figurent au budget de l'État, ne prennent pas bien en compte la croissance des coûts. Un crédit voté permettra donc de financer moins de logements que prévu. Mais, pour chaque logement aidé, l'État aura financé un peu plus que prévu, les hausses induites des coûts et la spéculation.

Nul n'a pris le relais. La puissance publique n'est, d'autre part, désengagée du marché foncier. Pendant quinze ans, elle a fabriqué à grande échelle des terrains à bâtir : rénovations urbaines, ZUP, ZAC... Depuis le début des années 70, l'État a cessé d'entreprendre de telles opérations, pour des motifs tant politiques que financiers. Signe des temps : la direction de l'aménagement foncier et de l'urbanisme au ministère de l'équipement est devenue direction de l'urbanisme et des paysages.

Nul n'a pris le relais de l'État, notamment pas les collectivités locales, ont démissionné : elles n'ont pas eu les moyens, ont été trop utilisées l'ensemble des procédures à leur disposition. En un temps où les oppositions locales à la construction dispersée se font nombreuses, cet effacement de l'aménagement foncier volontaire provoque un assèchement sans précédent de l'offre de terrains à bâtir : la pénurie, elle-même, engendre aussi bien la spéculation que rend la construction plus difficile, que la rétention des sols, qui rend l'impossible.

Face à ce blocage, les déclarations gouvernementales et les annonces de mesures « tendant à élargir l'offre foncière » n'ont pas manqué ces dernières années. Elles n'ont pas réglé la question ; les terrains demeurent aussi rares et aussi chers.

Il existe pourtant des remèdes : une fiscalité foncière touchant enfin la rétention des sols, et non plus l'aide du constructeur ; des mesures, aux mains notamment des collectivités locales, leur permettant d'agir à bonne échelle ; le retour à un urbanisme plus volontaire.

L'État met en œuvre des aides efficaces à la qualité urbaine, il stimule le progrès de la construction ou l'amélioration de l'habitat par des incitations multiples, et parfois très opportunes. Mais ces actions jouent à la marge. Elles ne soulèvent pas l'activité générale du secteur.

Le décret global du bâtiment est une affaire d'État. Nul ne peut s'en dispenser, en même temps que la puissance publique réduise ses interventions foncières et ses aides à la construction.

(*) Délégué général de l'Union nationale des E.L.M.

Après trois colloques consacrés aux économies d'énergie, à l'agro-industrie et à l'innovation, le C.N.P.F. et la Fédération nationale du bâtiment (F.N.B.) avaient choisi comme thème de la rencontre organisée à Paris à l'hôtel Méridien, mercredi 18 février, la « Priorité au cadre de vie et de travail ».

M. Chevalier, représentant les travaux du VIII^e Plan, a chiffré à cinq cent mille logements neufs par an pendant vingt ans le nombre des mises en chantier nécessaires pour répondre à la fois aux besoins des jeunes ménages, au rajeunissement du parc ancien et aux aspirations des Français en matière de cadre de vie. M. Jacques Daron, président de la F.N.B., a, de son côté, déclaré que « le problème principal de l'habitat est celui de la maîtrise de l'urbanisme ».

M. Daron souhaite, pour améliorer le financement du logement, tout d'abord que l'État cesse de considérer que l'épargne-logement est une source de financement. Il faut plutôt, selon lui, encourager la masse monétaire à se constituer à l'échelle nationale des prêts conventionnés, allongés d'un côté, et à l'accession à la propriété tout en augmentant la progressivité des versements, de l'autre.

Tout en reconnaissant que le gouvernement a « pris des mesures allant dans le bon sens », M. Daron a estimé « qu'il est possible, en tant que directeur financier, d'actualiser d'urgence le financement pour lui donner le niveau, l'efficacité et la stabilité ».

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COINIS DU JOUR	1ER MOIS	3ES MOIS	6ES MOIS	12ES MOIS
1 Franc = 100 centimes	100,00	100,00	100,00	100,00
1 Dollar = 6,55 Francs	6,55	6,55	6,55	6,55
1 Livre = 163,60 Francs	163,60	163,60	163,60	163,60

TAUX DES EURO-MONNAIES

Devise	12/12	03/12	06/12	09/12	12/12
1 Dollar = 6,55 Francs	6,55	6,55	6,55	6,55	6,55
1 Livre = 163,60 Francs	163,60	163,60	163,60	163,60	163,60

Monsieur Daron a-t-il dit : les données du marché interbancaire des devises sont-elles indiquées en fin de matinée par une grande banque de la place.

AVIS

Enquête préalable à la déclaration d'utilité publique
POSTE DE TRANSFORMATION 400/225 KV
DES JUMEAUX

Par arrêté du 18 janvier 1981, a été prescrite l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux de construction du poste de transformation 400/225 KV des Jumeaux sur la commune d'Assais-le-Jumeau.

Les documents, comportant en outre une étude d'impact, sont déposés aux registres d'enquête à la Préfecture des Deux-Sèvres, à la Sous-Préfecture de Parthenay et à la Mairie d'Assais-le-Jumeau, pendant vingt-cinq jours consécutifs, du 20 février au 18 mars 1981.

Toute personne intéressée pourra consulter ces documents et déposer ses observations sur l'un des registres suivants :
- à la Préfecture et à la Sous-Préfecture de Parthenay, de 9 heures à 17 heures (sauf les samedis, dimanches et jours fériés) ;
- à la Mairie d'Assais-le-Jumeau, aux heures habituelles.

Les observations pourront également être adressées par écrit à la Mairie d'Assais-le-Jumeau, à l'attention de M. le Maire, ou à la Sous-Préfecture de Parthenay, à l'attention de M. le Sous-Préfet, jusqu'au 18 mars 1981.

Une copie du rapport dans lequel le commissaire-enquêteur expose ses conclusions sera déposée à la Mairie d'Assais-le-Jumeau, à la Sous-Préfecture de Parthenay et à la Préfecture, direction de l'Administration générale et de la Régionalisation, jusqu'au 18 mars 1981.

Toute personne physique ou morale souhaitant demander communication de ces documents ou demander des renseignements complémentaires est admise à se présenter à la Préfecture, après l'heure indiquée.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

COMPAGNIE LA HENIN

Réuni le 16 février 1981, sous la présidence de M. Lamy, le conseil d'administration de la Compagnie La Henin a adopté les comptes de l'exercice 1980 et la loi du 23 octobre 1980 et de la loi du 23 octobre 1980 et de la loi du 23 octobre 1980.

Le conseil a décidé de consacrer une somme de 1.000 millions de francs à la distribution d'un dividende de 100 francs par action, payable le 15 mai 1981.

Le conseil a également décidé de consacrer une somme de 1.000 millions de francs à la distribution d'un dividende de 100 francs par action, payable le 15 mai 1981.

ECONOMATS DU CENTRE

Le conseil d'administration de la Compagnie Economats du Centre a adopté les comptes de l'exercice 1980 et la loi du 23 octobre 1980 et de la loi du 23 octobre 1980.

Le conseil a décidé de consacrer une somme de 1.000 millions de francs à la distribution d'un dividende de 100 francs par action, payable le 15 mai 1981.

SÉLECTION RENDEMENT

Le conseil d'administration de la Compagnie Sélection Rendement a adopté les comptes de l'exercice 1980 et la loi du 23 octobre 1980 et de la loi du 23 octobre 1980.

Le conseil a décidé de consacrer une somme de 1.000 millions de francs à la distribution d'un dividende de 100 francs par action, payable le 15 mai 1981.

Le Monde

fera paraître une page d'annonces sur « L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE »

le 23 février 1981 en pages VIE ÉCONOMIQUE

AGENCE GÉNÉRALE POUR LA FRANCE

Pendant les prochaines 2-3 semaines, vous devrez visiter tous les détaillants - restaurants - bars, etc. pour la mise en vente d'une invention nouvelle et sensationnelle.

Plus de 100 millions de francs de bénéfices à réaliser !

Vous pouvez nous contacter au contact avec un homme d'affaires ou une femme ayant l'esprit d'initiative, qui, à titre d'agent général, peut offrir une opportunité de vente d'urgence. Capital de travail nécessaire pour l'importation de marchandises d'environ 60.000 francs.

Conférence personnelle sera tenue au mois de mars-avril à Paris. Demandez : Bureau L.P.O. - Bureau 21 - DE 200 Compagnie 3V Demour.

Forum VOYAGES

PARIS - 1, rue Cassette 75006 Paris - Tél. : (0) 544.36.61
BOULEVARD - 72, rue Jeanne d'Arc 75008 Paris - Tél. : (0) 544.36.61

BOULEVARD - 72, rue Jeanne d'Arc 75008 Paris - Tél. : (0) 544.36.61

Miami à Paris

0F

Avant de choisir New York plutôt que Bangkok ou Lima, faites connaissance sans quitter Paris - et Rouen - sans qu'il vous en coûte autre chose qu'une heure de votre temps. A deux pas de la rue de Rennes à Paris, ou au cœur de Rouen, faites-vous montrer par qui vous pouvez précéder, Colombo, Athènes et Rio de Janeiro, les destinations les plus exotiques (ou à l'envi de dire « dans vos salons »).

Rouen - sans qu'il vous en coûte autre chose qu'une heure de votre temps. A deux pas de la rue de Rennes à Paris, ou au cœur de Rouen, faites-vous montrer par qui vous pouvez précéder, Colombo, Athènes et Rio de Janeiro, les destinations les plus exotiques (ou à l'envi de dire « dans vos salons »).

Un programme illimité de vacances en Europe, Amérique, Asie, Afrique.

Forum VOYAGES

PARIS ROUEN

Tél. : (0) 544.36.61 Tél. : (0) 351.98.32.59

Miami à Miami

2500 F

0F

Pour ce prix, on vous offre une location de voiture ou un avion-réactif, ou vous cueillez au retour, et entre-temps vous vivez votre vie. Si vous êtes plus exigeant mais toujours aventureux, nous vous suggérons quelques « extras » : un réservoir dans un hôtel sympa, un forfait pour un voyage d'affaires.

Non, pour une documentation gratuite.

Non, pour une documentation gratuite.

Non, pour une documentation gratuite.

Forum VOYAGES

PARIS - 1, rue Cassette 75006 Paris - Tél. : (0) 544.36.61
BOULEVARD - 72, rue Jeanne d'Arc 75008 Paris - Tél. : (0) 544.36.61

Le Monde

régions

Ile-de-France

POLÉMIQUE A MÉNILMONTANT

Une maison de jeunes doit-elle être ouverte ou fermée ?

Les maisons de jeunes doivent-elles, malgré leurs difficultés, rester ouvertes à tous en étant affectées à des usages moins « anarchiques » ? Telle est la question posée, une fois de plus, par l'affaire de la rue des Amandiers, dans le vingtième arrondissement.

Ménilmontant : un quartier populaire où les logements de la Commune n'ont jamais totalement disparu. Depuis 1972, au 110, rue des Amandiers, où Jules Romains situa un épisode des Femmes de Bonheur, une maison des jeunes fonctionne comme un club. Une convention signée entre la Ville de Paris et une association, le Centre pour l'animation de Paris (CAPI), stipule que la maison est ouverte à tous : « Jeunes, associations de jeunesse, de sports et

d'éducation populaire déclarées et agréées ».

Depuis son ouverture, la maison des jeunes connaît des difficultés : vols, rixes, tapage nocturne, etc. Les riverains s'énervent. La maison ferme pour quelques mois plus tard. En 1978, c'est M. Albert Maréchal, député U.D.R. du vingtième arrondissement, qui prend la présidence du CAPI et assume donc la responsabilité de la maison. Mais la commission de contrôle, qui doit visiter le conseil d'administration dans son rôle de gestion et qui, selon la convention, devrait être convoquée une fois par trimestre, ne se réunit plus qu'exceptionnellement. Les activités continuent néanmoins, mais dans une atmosphère de « poterie de foin », de danse. La Ville participe au budget de fonctionnement : plus de 300 000 francs en 1980.

Cependant, depuis 1979, on enregistre un changement dans l'usage de la maison. Une association « Paris Lettres Jeunes », qui forme des moniteurs pour les centres de la Ville, utilise les locaux pour y organiser des stages. Plusieurs dizaines de futurs cadres y reçoivent ainsi une formation. Au fil des années, la maison de la rue des Amandiers se reconvertit sur elle-même et se transforme en centre de formation. Certains habitants du quartier commencent à s'en plaindre, et des incidents surviennent. Ainsi en octobre 1980 survient un vol de peinture pour les jeunes de six à seize ans. Deux mois plus tard les parents reçoivent une circulaire indiquant que l'atelier ferme. Moins invoké : « L'atelier des jeunes n'est pas une formation », dit son chef, la Ville de Paris explique : « Cette expérience a été stoppée parce qu'il y avait un danger. En outre, les plus âgés d'entre eux ont quelques problèmes. » Les jeunes des parents occupent les locaux pendant deux jours, puis sont réintégrés. Aujourd'hui, la rue de cet épisode qu'une salle

déserte dont les murs sont encore baroques de taches de couleur.

« En maison de la rue des Amandiers doit rester ouverte sur le quartier et ouverte à tous », disent certaines associations qui font circuler une pétition. Si elles n'obtiennent pas gain de cause le mois de juin, elles s'apprêtent à occuper la maison. Les associations veulent profiter d'une fête de quartier pour organiser une grande parade, qui se dirigera vers la maison trop silencieuse. « Les portes seront alors rouvertes », affirment certains responsables. Ouvertes à tous, naturellement.

JEAN PERRIN.

FAITS ET PROJETS

LES COMITÉS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX A MATIGNON.

Recevant, le 19 février, les présidents des comités économiques et sociaux (CES) des régions conduits par M. Pierre Madelin, président du CES de Midi-Pyrénées, M. Raymond Barre a déclaré, commentant les décrets publiés au Journal Officiel du 15 février : « Les régions et les collectivités locales ne doivent agir que sur l'environnement économique, mais elles ne doivent pas s'immiscer dans la conduite des entreprises industrielles et commerciales. D'autre part, les politiques des régions doivent être élaborées en cohérence avec les politiques nationales et celles de la Communauté européenne. » Estimant que les CES « apportent à la vie régionale l'expé-

rience concrète et le sens de la réalité », le premier ministre a demandé au ministre de l'Intérieur « d'assurer l'information de ses membres et d'assurer que ces assemblées prennent de nombreuses initiatives ».

A la sortie de l'hôtel Matignon, M. Madelin a indiqué que les présidents de CES approuvaient globalement les décrets pris par le gouvernement mais qu'ils souhaitent « que soit maintenue la souplesse de la loi de 1972 qui doit rester évolutive et que davantage de moyens financiers et de personnel leur soit accordés ».

LES AÉROPORTS FRANÇAIS EN 1980.

L'Union des chambres de commerce et d'établissements gestionnaires d'aéroport fait les commentaires suivants sur les

résultats des aéroports métropolitains durant l'année 1980 :

Pour l'ensemble des aéroports, le taux d'augmentation du trafic est de 8,5 %, environ. La progression constatée sur les aéroports de province (+ 10,9 %) est plus rapide que sur les aéroports parisiens (+ 5,1 %). Cette forte différence résulte de la stagnation du trafic international. D'après les chiffres estimatifs publiés par l'O.A.C.I., le volume total du trafic régulier dans le monde n'a augmenté que d'environ 0,5 % par rapport au trafic de 1979 au lieu d'un taux de croissance annuel moyen de 10 % durant les années 70. Or le trafic intérieur, dont la part relative est beaucoup moins importante sur les aéroports parisiens, a continué à progresser à un rythme très soutenu. Ainsi le nombre de passagers transportés par la compagnie Air Inter a augmenté de plus de 21 % par rapport à l'année précédente.

LE P.S. A LA GOUTTE-D'OR.

Le comité logement du secteur de la Goutte-d'Or (dix-huitième arrondissement) qui groupe une partie des habitants de ce quartier et des élus socialistes de l'arrondissement comme MM. Bertrand Delanoë et Daniel Vaillant, a proposé le jeudi 19 février, au cours d'une réunion de groupe, contre l'opposition de réhabilitation en cours dans cette partie de la capitale (Le Monde du 12 octobre 1980).

« Nous refusons que ce secteur soit livré à la spéculation », ont déclaré les élus socialistes, qui demandent le maintien sur place des habitants, écoles et établissements d'un plan d'urbanisme pour l'ensemble du quartier, en concertation avec la population. « La majeure partie des bâtiments peut être conservée et réhabilitée, assure encore M. Vaillant, c'est pourquoi nous demandons aussi à la Ville d'être de son droit de prescription ».

A PROPOS DE...

LA MISE EN PLACE DE L'INSTITUT

Architectes à l'école

A quelques mois de son ouverture, prévue pour l'automne prochain, on se demande encore ce que doit être l'Institut français d'architecture, un outil pour améliorer la culture architecturale du public et des architectes eux-mêmes, ou une super-école ?

Volonté par le président de la République (le Monde du 27 septembre 1980), la création de cet Institut avait été retardée par le lent et non sans succès, mais les objectifs étaient néanmoins clairs : il s'agissait de mettre en valeur et d'améliorer la qualité de l'architecture française, de former le goût des décideurs et du grand public, de stimuler les jeunes talents... Mais sans « abriter les architectes du Roy », sans créer une nouvelle caste issue d'une super-école. Cette hypothèse avait été clairement écartée, en juin dernier, à Marseille, par M. d'Ornano, ministre de l'environnement et du cadre de vie, soulignant la nécessité de rassembler les instances professionnelles hostiles à cette éventualité.

Mais voilà que l'idée revient à la surface sans que la formule technique soit toutefois prononcée. Après plusieurs mois de réflexion et de travail avec une équipe légère et de nombreuses consultations, les responsables de l'Institut, MM. Jacques Néronne, son président, et Francis Doltus, son directeur, ont présenté à l'Elysée, en décembre dernier, l'ébauche d'un projet : stages de formation et cycles de conférences pour les architectes et les maîtres d'ouvrage ; coordination de la recherche en liaison avec l'enseignement ; aide à

la création de qualité en liant les constructeurs (et notamment les grandes entreprises) à faire preuve d'imagination et à mettre en compétition les meilleurs talents ; constitution d'archives de l'architecture contemporaine ; diffusion de l'actualité architecturale et de la connaissance historique par des expositions, des livres, une existence à la télévision et à la presse. Un projet complet, et même ambitieux, si l'on considère les moyens limités qui lui sont alloués.

Mais les idées personnelles du président de la République, exprimées pour la première fois, sont-elles compatibles avec le projet, semblant assez différentes de cette esquisse. M. Giscard d'Estaing souhaite donner une réelle priorité à la formation d'un petit nombre de stagiaires, des architectes diplômés triés sur la volet, qui recevraient à l'Institut un complément de formation destiné à en faire l'élite future de la fin de siècle.

L'Institut Auguste-Comte qui joue ce rôle pour une poignée d'ingénieurs reste vraisemblablement le modèle de référence. Même si les besoins en matière d'architecture, que le président connaît moins directement que ceux des scientifiques dont il lit parfois les travaux différents.

MICHELLE CHAMPENOIS.

Rhône-Alpes

COMMENT « MEUBLER » LE CENTRE DE GRENOBLE ?

« Pour manifester leur opposition aux décisions des technocrates parisiens qui refusent de respecter la volonté des collectivités locales », Grenoble comme à Plouffe », Brice Lalonde et les écologistes membres des Amis de la Terre ont occupé mercredi 19 février les locaux de la direction départementale de l'équipement à Grenoble.

Les écologistes soutiennent la municipalité socialiste de Grenoble qui désire construire sur les 6 hectares des anciennes casernes Roche quatre cent trente-sept logements sociaux. M. Michel

d'Ornano a refusé cette destination du centre ville. Il a demandé que le projet soit réduit de moitié faute de quoi Grenoble ne recevrait pas de subventions.

« Sous prétexte d'étendre les espaces verts le gouvernement défend une politique de ségrégation sociale », ont expliqué les Amis de la Terre. Quant à Brice Lalonde, il a rappelé que les écologistes soutiendraient toujours les libertés communales. « Nous ne sommes pas pour une écologie qui se méfierait seulement du nombre d'arbres. » En la soirée, la police a fait évacuer les manifestants, sans incidents.



QUINZAINE DU COSTUME ET DE LA MESURE

DU 20 FÉVRIER AU 7 MARS

Costume Prince de Galles pure laine Woolmark. **745 F**



Brummell

BOURSE

Indice	Valeurs
200	100
250	125
300	150
350	175
400	200
450	225
500	250
550	275
600	300
650	325
700	350
750	375
800	400
850	425
900	450
950	475
1000	500
1050	525
1100	550
1150	575
1200	600
1250	625
1300	650
1350	675
1400	700
1450	725
1500	750
1550	775
1600	800
1650	825
1700	850
1750	875
1800	900
1850	925
1900	950
1950	975
2000	1000

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. COMMUNISME : « Comme une feuille morte », par Roland Jucourt ; « Le modèle socialiste et les réformes », par Philippe J. Bernard.

ÉTRANGER

- Les réactions aux fruits-Unis et dans des pays étrangers au programme de M. Reagan.
- 4-8. ÉCROUE : GRANDE-BRETAGNE : la grève des mineurs.
- ESPAGNE : la hiérarchie militaire interviendrait pour empêcher le vote de décisions dans la police.
- 6. DIPLOMATIE
- 7. ASIE
- Le voyage de Jean-Paul II en Espagne-Orient.
- 7. AFRIQUE

POLITIQUE

- 8-9. LA PRÉPARATION DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE : Le voyage de M. Chirac dans le Languedoc.
- Des militants C.G.T. de Marseille se présentent pour le candidat de gauche, quel qu'il soit, au second tour.

SOCIÉTÉ

- 10. La politique sur le drame et les développements de l'usine de Montigny-Ha-Chevallière : « Trop, c'est trop », un projet de loi de Jean-François Delamotte.
- 12. DÉFENSE : la 31^{re} brigade d'intervention se manœuvre dans le Sud-Est.

LOISIRS ET TOURISME

- 15. Chez Ali Baba de Broadway, l'été : 50.5. visiteurs.
- Nouveaux restaurants à la S.N.C.F.
- 16. Voyage dans la bogosa : le soc et le soc.
- 17. L'actualité dans les camps : « Les toilettes derrière les barbelés », par Gilles Mercadier et Jean-François Poul.
- 18. ÉQUITATION : un cheval de course.
- 19 à 22. Hippisme : cyclotourisme ; Judo ; plaisir de la table ; philatélie ; jeux.

CULTURE

- 23. CINÉMA : « Egoiste », de Luigi Comazzi.

ÉCONOMIE

- 31-32. SOCIAL : « La mort de chômage » (III), par Alain Corbi.
- 33. LOGEMENT : livres opinions ; Une affaire d'État », par Robert Liss.

RÉGIONS

- 34. LE DE-FRANCE : politique à Marseille ; les actions de Jean-Paul II en Espagne-Orient.

RADIO-TELEVISION (26)

- Informations : « SERVICES » (26)
- Vidéotexte : Météorologie et bulletin d'enseignement ; Loto ; « Journal officiel ».
- Annuaire classé (27-28) ; Carnet (14) ; Mots croisés (29) ; Programmes spectacles (24 à 26) ; Bourse (25).

TRÉCA ÉPÉCA SIMMONS

EXPOSITION ET CENTRE D'ESSAI
DISTRIBUTEUR
Seule adresse de vente :
57 rue de la République - PARIS 11
M. Raymond - Paris 11
Tél. 357.45.35

Le numéro du « Monde »
daté 20 février 1981 a été tiré à 549 100 exemplaires.

A B C D E F G H

POUR SOUTENIR LE MARK

La Bundesbank prend des mesures destinées à relancer les taux d'intérêt

Soutenue avant tout de défendre le mark, la Banque fédérale (Bundesbank) a annoncé, jeudi, un certain nombre de décisions destinées à servir une politique d'argent plus souple. Les banques d'affaires ne pourront plus bénéficier des crédits lombards, autrement dit des établissements financiers ne se trouvent plus, mais d'autres établissements financiers pour un taux qui était de 9,5 % des avances sur titres afin d'accroître leurs liquidités. Cette mesure devrait entraîner un relèvement des taux d'intérêt.

De notre correspondant

Bonn. — M. Karl-Otto Poehl, président de la Bundesbank, a déclaré que les 65 milliards de deutschemarks de crédits lombards en cours doivent être ramenés à 50 milliards le 30 février, date d'expiration de l'application des nouvelles mesures.

Une dérogation sera octroyée, une par cas, dans le nouveau régime, aux institutions de crédit qui seraient soudainement confrontées à des problèmes de liquidité : ils pourront alors bénéficier au jour le jour du lombard à 9 %.

Bruxelles. Francoforte annonce que des non-violents seront autorisés à acquiescer des titres ou à acquiescer d'une échelle restreinte inférieure à un an. Cette mesure, la dernière restriction qui limiterait l'impact des plans de financement des banques centrales, sera mise en œuvre le 1^{er} mars.

Les interventions des spécialistes sont quelque peu contradictoires. Le sentiment prévaut néanmoins que, par son initiative, la Banque fédérale entend se réserver une plus grande liberté d'action pour contrôler l'évolution du crédit. Elle garde le droit d'accorder des avances dans certaines conditions, et cela à un taux qu'elle fixera librement. La méthode traditionnelle d'un relèvement des taux ne lui aurait permis de freiner en cas de besoin un renchérissement excessif du crédit, ce qu'elle ne veut pas.

Les gardiens du D.M. sont très soucieux car aussi de ne pas éliminer leurs sources de financement déjà assez strictes de l'économie.

Tandis que le conseil de la Banque fédérale s'efforce à Frankfurt, la Bundesbank discute à Bonn de la situation économique du pays. Sur un point essentiel le fédéral a montré un très large accord avec le gouvernement et l'opposition de part et d'autre, un consensus d'idées d'un programme de relance. Il s'agit avant tout d'augmenter les dépenses publiques, d'augmenter les investissements, d'augmenter les investissements privés, notamment dans les domaines de la construction de centrales thermiques ou nucléaires et des techniques de télécommunications. Selon le ministre fédéral de l'économie, Hans Ehard, la Bundesbank n'a pas d'objection à ce programme.

La Banque nationale suisse a décidé de porter son taux de l'escompte de 3 1/2 % à 4 %.

Commentant ces mesures, qui sont à l'évidence en corrélation avec celles annoncées le même jour par la Bundesbank, la Banque nationale suisse indique qu'elle ne peut pas se permettre la hausse des prix et de renforcer le cours du franc suisse sur les marchés des changes.

LA BANQUE NATIONALE SUISSE RELÈVE SON TAUX DE L'ESCOMPTE

Le taux de l'escompte de la Banque nationale suisse a été décidé de porter son taux de l'escompte de 3 1/2 % à 4 %.

Commentant ces mesures, qui sont à l'évidence en corrélation avec celles annoncées le même jour par la Bundesbank, la Banque nationale suisse indique qu'elle ne peut pas se permettre la hausse des prix et de renforcer le cours du franc suisse sur les marchés des changes.

DANIEL MALINGUE

Le piano... et tout le reste.

Un piano droit pour 8900 F ttc

Larges possibilités de crédit personnalisées.

harmm

Le piano... et tout le reste.

Votre bibliothèque à colonnades

170 collections différentes.

paringer

PARIS 12 - 12 rue de la Chapelle 75001 Paris

En 1980

LE TRAITEMENT NET DES FONCTIONNAIRES A DIMINUÉ DE 2 % EN POUVOIR D'ACHAT

Il est encore trop tôt pour tirer des conclusions définitives sur l'impact du pouvoir d'achat des salariés, selon les données socio-économiques de décembre 1979. Cependant, à certaines informations. En décembre 1979, les fonctionnaires ont subi une baisse de 2 % de leur pouvoir d'achat.

VERDICT DE RELATIVE CLÉMENTÉ POUR LES INCENDIAIRES D'ORANGE

Un jury a rendu, jeudi, sa décision dans le procès d'Orange. Les deux accusés ont été déclarés coupables de l'incendie d'Orange.

TROIS AGENTS CONSULAIRES ENLEVÉS AU PAYS BASQUE

Trois agents consulaires en poste au Pays basque ont été enlevés la nuit de jeudi 19 au vendredi 20 février. Il s'agit de MM. Gabriel Bascu, Jean-Louis, et Jean-Louis.

NOUVELLES BRÈVES

● L'ancien général sudanais...
● L'ancien général sudanais...
● L'ancien général sudanais...

NUMÉRO 1 DE LA FOURNITURE D'OCCASION

Le prestige de la fourrure au prix de l'occasion.

achet dépôt vente

Membre de la Chambre Syndicale de la Fourrure.

LES DEUX OURS

91 rue de la République - 105 00 La Motte-Picquet

575.10.77

SOLDÉS chez Tunmer

5, place St Augustin Paris 8^e

MALGRÉ LES DEMANDES AMÉRICAINES

L'Europe aidera les populations salvadoriennes « quelles que soient leurs options politiques »

Comme dans les autres capitales européennes, M. Baglini, ambassadeur de l'Union soviétique à Paris, a déclaré que l'Union soviétique aidera les populations salvadoriennes, quelles que soient leurs options politiques.

Un porte-parole britannique a, en effet, déclaré que son gouvernement préconise une solution pacifique et démocratique au Salvador. Comme le gouvernement français (le monde des 18 février), le gouvernement de Londres a déclaré qu'il soutient la solution pacifique et démocratique.

De son côté, M. Thon, président de la Commission européenne, a déclaré que l'Europe des douze soutient la solution pacifique et démocratique.

La Commission a, en effet, déclaré que l'Europe des douze soutient la solution pacifique et démocratique.

AN BRÉIL

M. PEREZ ESQUEVEL

PRIX NOBEL DE LA PAIX A ÉTÉ INTERPELLÉ PAR LA POLICE

Sao-Paulo (A.F.P.). — Le prix Nobel de la paix 1980, M. Adolfo Pérez Esquivel, a été interrogé jeudi 19 février par la police brésilienne.

Selon les médias, le prix Nobel de la paix 1980, M. Adolfo Pérez Esquivel, a été interrogé jeudi 19 février par la police brésilienne.

Selon les médias, le prix Nobel de la paix 1980, M. Adolfo Pérez Esquivel, a été interrogé jeudi 19 février par la police brésilienne.

Selon les médias, le prix Nobel de la paix 1980, M. Adolfo Pérez Esquivel, a été interrogé jeudi 19 février par la police brésilienne.

Selon les médias, le prix Nobel de la paix 1980, M. Adolfo Pérez Esquivel, a été interrogé jeudi 19 février par la police brésilienne.

Selon les médias, le prix Nobel de la paix 1980, M. Adolfo Pérez Esquivel, a été interrogé jeudi 19 février par la police brésilienne.

Selon les médias, le prix Nobel de la paix 1980, M. Adolfo Pérez Esquivel, a été interrogé jeudi 19 février par la police brésilienne.

Selon les médias, le prix Nobel de la paix 1980, M. Adolfo Pérez Esquivel, a été interrogé jeudi 19 février par la police brésilienne.

Selon les médias, le prix Nobel de la paix 1980, M. Adolfo Pérez Esquivel, a été interrogé jeudi 19 février par la police brésilienne.

Selon les médias, le prix Nobel de la paix 1980, M. Adolfo Pérez Esquivel, a été interrogé jeudi 19 février par la police brésilienne.

Selon les médias, le prix Nobel de la paix 1980, M. Adolfo Pérez Esquivel, a été interrogé jeudi 19 février par la police brésilienne.

Selon les médias, le prix Nobel de la paix 1980, M. Adolfo Pérez Esquivel, a été interrogé jeudi 19 février par la police brésilienne.

Selon les médias, le prix Nobel de la paix 1980, M. Adolfo Pérez Esquivel, a été interrogé jeudi 19 février par la police brésilienne.

Selon les médias, le prix Nobel de la paix 1980, M. Adolfo Pérez Esquivel, a été interrogé jeudi 19 février par la police brésilienne.

Selon les médias, le prix Nobel de la paix 1980, M. Adolfo Pérez Esquivel, a été interrogé jeudi 19 février par la police brésilienne.

Selon les médias, le prix Nobel de la paix 1980, M. Adolfo Pérez Esquivel, a été interrogé jeudi 19 février par la police brésilienne.

Selon les médias, le prix Nobel de la paix 1980, M. Adolfo Pérez Esquivel, a été interrogé jeudi 19 février par la police brésilienne.

Selon les médias, le prix Nobel de la paix 1980, M. Adolfo Pérez Esquivel, a été interrogé jeudi 19 février par la police brésilienne.

Selon les médias, le prix Nobel de la paix 1980, M. Adolfo Pérez Esquivel, a été interrogé jeudi 19 février par la police brésilienne.